

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme
Affaires examinées lors de la 1521^e réunion (DH) . 4-6 mars 2025

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ALBANIE	<i>Sharxhi et autres</i>	Lien	28/05/2018	Démolition des appartements et des locaux commerciaux des requérants au mépris d'une injonction du tribunal interdisant aux autorités de prendre toute mesure susceptible de porter atteinte aux droits de propriété .	Lien	Lien
ALBANIE	<i>Strazimiri</i>	Lien	21/05/2020	Mauvaises conditions de détention et traitement médical inadéquat d'un malade mental soumis à un traitement médical obligatoire ordonné par un tribunal ; détention illégale dans une institution (pénitentiaire) inadéquate sans traitement psychiatrique approprié ; absence d'examen rapide de la légalité de la détention du requérant ; absence de droit à une indemnisation.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Khadija Ismayilova</i> (groupe)	Lien	10/04/2019	Violations du droit de la requérante à la vie privée et à la liberté d'expression en relation avec son travail de journaliste.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Mammadli</i> (groupe)	Lien	19/07/2018	Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour leurs activités dans le domaine de l'observation électorale (Mammadli) ou pour leur engagement politique et social actif (Rashad Hasanov et autres) , en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Insanov</i> (groupe)	Lien	14/06/2013	Procédures pénales et civiles inéquitables ; conditions de détention inhumaines et dégradantes.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Shenturk et autres</i>	Lien	10/06/2022	Transfert extrajudiciaire de l'Azerbaïdjan vers la Turquie et déni de garanties effectives de protection contre le refoulement arbitraire.	Lien	Lien
BOSNIE-HERZÉGOVINE	<i>Sejdić et Finci</i> (groupe)	Lien	22/12/2009	Discrimination fondée sur des considérations ethniques en raison de l'impossibilité pour les personnes non affiliées à l'un des « peuples constituants » (bosniaques, croates ou serbes) de se porter candidat aux élections de la Chambre des Peuples et à la Présidence.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Église orthodoxe vieille-calendariste de Bulgarie et autres</i> (groupe)	Lien	20/04/2021	Refus injustifiés d'enregistrer des organisations religieuses .	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Banque internationale pour le commerce et le développement AD et autres</i>	Lien	03/06/2015	Absence d'accès approprié aux tribunaux concernant le retrait d'une licence bancaire et iniquité des procédures concernant l'insolvabilité des banques.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Organisation Macédonienne Unie Ilinden et autres</i> (groupe)	Lien	19/04/2006	Refus injustifiés des tribunaux d'enregistrer une association visant « la reconnaissance de la minorité macédonienne de Bulgarie ».	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Y. et autres</i> A.E.	Lien Lien	05/09/2022 23/08/2023	Absence de protection de la vie d'une femme dans le contexte d' incidents répétés de violence domestique . Absence de protection adéquate d'une mineure victime de violence domestique ; discrimination en raison de l'incapacité des autorités à traiter de manière adéquate la violence domestique à l'égard des femmes.	Lien	Lien
FRANCE	<i>Khan</i>	Lien	28/05/2019	Défaut de prise en charge et de protection d'un mineur étranger non accompagné étant donné ses conditions de vie sur le site de la « lande » de Calais et non-exécution de l'ordonnance du juge des enfants visant à le protéger.	Lien	Lien
GÉORGIE	<i>Identoba et autres</i> (groupe)	Lien	12/08/2015	Absence de protection contre des attaques homophobes lors de manifestations.	Lien	Lien
GÉORGIE	<i>Merabishvili</i>	Lien	28/11/2017	Absence de décisions suffisamment motivées des juridictions nationales pour maintenir en détention provisoire le requérant, ancien Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et utilisation de la détention provisoire par le Procureur général pendant cette période pour un motif illégitime visant à faire pression sur le requérant afin qu'il fournisse des informations sur des questions sans rapport avec l'affaire pénale engagée contre lui.	Lien	Lien
GRÈCE	<i>Maison de la Civilisation Macédonienne et autres</i>	Lien	09/10/2015	Refus disproportionné d'enregistrer l'association requérante .	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Baka</i>	Lien	23/06/2016	Absence de droit d'accès à un tribunal pour contester la cessation prématurée du mandat du requérant en tant que président de la Cour suprême, ce qui a conduit à une violation de son droit à la liberté d'expression .	Lien	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme
Affaires examinées lors de la 1521^e réunion (DH) . 4-6 mars 2025

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
HONGRIE	<i>Bakirdzi et E.C.</i>	Lien	03/04/2023	Restriction discriminatoire des droits de vote des requérants appartenant à des minorités nationales reconnues.	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Gazsó</i> (groupe)	Lien	16/10/2015	Durée excessive des procédures judiciaires et absence de recours effectif à cet égard.	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Varga et autres</i> <i>István Gábor Kovács</i> (groupe)	Lien	10/06/2015	Surpopulation carcérale et mauvaises conditions de détention , absence de recours effectif à cet égard et autres déficiences dans la protection des droits des détenus.	Lien	Lien
		Lien	28/04/2012			
ITALIE	<i>Di Sarno et autres</i> <i>Locascia et autres</i>	Lien	10/04/2012	Incapacité prolongée d'assurer le fonctionnement approprié du service de collecte, de traitement et d'élimination des déchets en Campanie , absence de recours effectif à cet égard et atteinte au bien-être personnel des requérants à cause de la pollution causée par une décharge.	Lien	Lien
		Lien	19/01/2024			
ITALIE	<i>Pennino</i> (groupe) <i>Croce et autres</i> (groupe)	Lien	17/11/2014	Inexécution ou de l'exécution tardive de décisions de justice internes définitives et impossibilité pour les requérants d'obtenir leur exécution par le biais d'une procédure d'exécution.	Lien	Lien
		Lien	16/12/2021			
LITUANIE	<i>L.</i>	Lien	31/03/2008	Absence de législation régissant les conditions et les procédures relatives au traitement médical de changement de sexe.	Lien	Lien
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>Manole et autres</i>	Lien	17/12/2009	Censure et contrôle politique par les autorités de l'État de la Société publique de télévision , Teleradio-Moldova.	Lien	Lien
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>V.I.</i>	Lien	26/06/2024	Placement d'office et retard dans la sortie d'un hôpital psychiatrique et traitement psychiatrique inutile d'un mineur ; absence d'enquête sur la négligence des autorités et sur les abus sexuels commis par d'autres patients ; absence de recours effectif ; traitement discriminatoire du requérant en tant qu'enfant présentant une déficience intellectuelle.	Lien	Lien
POLOGNE	<i>Tysiqc</i> <i>R.R.</i> <i>P. et S.</i> <i>M.L.</i>	Lien	24/09/2007	Absence de cadre juridique approprié pour l'exercice du droit à l'avortement thérapeutique en cas de désaccord entre la patiente et le médecin spécialiste (<i>Tysiqc</i>) et défaut d'accès aux tests prénataux permettant de prendre une décision éclairée sur l'opportunité de procéder à un avortement (<i>R.R.</i>). Manquement à l'obligation de fournir des informations fiables sur les conditions et procédures à suivre pour accéder à l'avortement légal (<i>P. et S.</i>). Impossibilité de pratiquer un avortement légal en Pologne en raison d'anomalies du fœtus à la suite d'un arrêt de la Cour constitutionnelle d'octobre 2020, adopté dans une composition ne respectant pas les exigences de l'État de droit et dans des circonstances révélant l'absence de prévisibilité (<i>M.L.</i>).	Lien	Lien
		Lien	28/11/2011		Lien	
		Lien	30/01/2013		Lien	
		Lien	14/03/2024		Lien	
ROUMANIE	<i>Bălşan</i> <i>Buturugă</i> <i>P.</i>	Lien	23/08/2017	Manquement des autorités à leur obligation de protéger les requérantes contre des actes de violence domestique .	Lien	Lien
		Lien	11/06/2020		Lien	
		Lien	12/12/2023		Lien	
ROUMANIE	<i>C.</i>	Lien	30/11/2022	Défaut de protection de l'intégrité personnelle de la requérante en raison de lacunes importantes dans l'enquête pénale concernant des allégations de harcèlement sexuel sur le lieu de travail .	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Catan et autres</i> (groupe)	Lien	19/10/2012	Violation du droit à l'instruction des élèves ou parents d'élèves d'écoles utilisant l'alphabet latin situées dans la région transnistrienne de la République de Moldova.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Navalnyy et Ofitserov</i>	Lien	04/07/2016	Condamnation pénale basée sur un procès inéquitable et une application arbitraire du droit pénal.	Lien	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme

Affaires examinées lors de la 1521^e réunion (DH) . 4-6 mars 2025

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Ukraine c. Russie</i>	Lien	25/06/2024	Multiples de la Convention concernant les événements survenus en Crimée entre le 27/02/2014 et le 16/09/2022, date à laquelle la Fédération de Russie a cessé d'être partie contractante à la Convention. Les violations concernent : le droit à la vie, l'interdiction des traitements inhumains ou dégradants, le droit à la liberté à la sûreté, le droit à un procès équitable, pas de peine sans loi, le droit au respect de la vie privée et familiale, la liberté de religion, la liberté d'expression, la liberté de réunion, l'interdiction de la discrimination, la limitation de l'usage des restrictions aux droits, la protection de la propriété, le droit à l'éducation, la liberté de mouvement.	Lien	Lien
SUISSE	<i>Verein Klimaseniorinnen Schweiz et autres</i>	Lien	09/04/2024	Manquement de l'État à son obligation positive de mettre en œuvre des mesures suffisantes de lutte contre le changement climatique .	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Chypre c. Turquie</i>	Lien (satisfaction équitable)	10/05/2001 12/05/2014	14 violations en relation avec la situation dans la partie nord de Chypre.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Kavala</i>	Lien	12/05/2020	Détention injustifiée et prolongée du requérant sans soupçon raisonnable et dans le but inavoué de le réduire au silence.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Selahattin Demirtaş (n° 2)</i> (groupe)	Lien	22/12/2020	Détention injustifiée du requérant en l'absence de raisons plausibles de le soupçonner d'avoir commis une infraction, poursuivant un but inavoué, à savoir celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique, levée imprévisible de l'immunité parlementaire et procédure pénale qui s'en est suivie pour sanctionner le requérant en raison de ses discours politiques.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Öner et Türk</i> (groupe) <i>Nedim Şener</i> (groupe) <i>Altuğ Taner Akçam</i> (groupe) <i>Artun et Guvener</i> (groupe) <i>İşikirik</i> (groupe)	Lien Lien Lien Lien Lien	30/06/2015 08/10/2014 25/01/2012 26/09/2007 09/04/2018	Ingérences injustifiées dans la liberté d'expression , notamment en raison des condamnations pénales, y compris en matière de diffamation, et de l'effet dissuasif en résultant.	Lien Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Pişkin</i>	Lien	19/04/2021	Rupture injustifiée du contrat de travail et contrôle juridictionnel inadéquat.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Varnava et autres</i>	Lien	18/09/2009	Absence d'enquête effective sur le sort de neuf Chypriotes grecs disparus durant les opérations militaires menées par la Turquie à Chypre en 1974.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Lutsenko</i>	Lien	30/07/2013 19/11/2012	Restrictions à la liberté visant à punir les requérants pour des raisons autres que celles autorisées par la Convention.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Shmorgunov et autres</i>	Lien	21/04/2021	Violations multiples visant à mettre fin aux manifestations de Maidan en 2013-2014 et absence d'enquêtes effectives et indépendantes.	Lien	Lien